



**PRÉFÈTE
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°23-2024-164

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

DDT de la Creuse / SERRE

23-2024-12-20-00001 - Arrêté préfectoral relatif à la création d'un comité gestion de l'ACCA de Guéret (2 pages) Page 3

Douanes /

23-2024-12-04-00002 - Décision d'implantation du 4 décembre (1 page) Page 6

Préfecture de la Creuse / Bureau de la sécurité publique et des polices administratives

23-2024-12-20-00005 - Arrêté préfectoral réglementant temporairement la vente, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement (3 pages) Page 8

Préfecture de la Creuse / Direction des Services du Cabinet

23-2024-12-20-00003 - Arrêté n°23-2024-12-20-00003 du 20 décembre 2024 portant interdiction temporaire de rassemblements festifs à caractère musical dans le département de la Creuse (2 pages) Page 12

23-2024-12-20-00004 - Arrêté n°23-2024-12-20-00004 du 20 décembre 2024 portant interdiction de circulation pour les véhicules utilitaires et les poids lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC transportant du matériel de sons à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé dans le département de la Creuse (2 pages) Page 15

Préfecture de la Creuse / Mission interministérielle et projets

23-2024-12-20-00007 - arrêté de délégation de signature DSAC SO (3 pages) Page 18

DDT de la Creuse

23-2024-12-20-00001

Arrêté préfectoral relatif à la création d'un
comité gestion de l'ACCA de Guéret

ARRÊTÉ n° 23-2024-12-20-00001

relatif à la création d'un comité de gestion de l'ACCA de Guéret

**La Préfète de la Creuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment les articles L. 422-22, L. 422-25-1 et R. 422-62 à R. 422-64 ;

Vu la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 modifiée relative au développement des territoires ruraux ;

Vu la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2019-1432 du 23 décembre 2019 relatif aux missions de service public des fédérations départementales des chasseurs concernant les associations communales de chasse agréées et les plans de chasse individuels ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 1970 inscrivant la Creuse sur la liste complémentaire des départements où des associations communales de chasse agréées doivent être créés dans toutes les communes, à l'exception de Boussac-Ville et fixant à 60 hectares la superficie minimale des terrains d'un seul tenant ouvrant droit à opposition ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 octobre 2020 relatif à la sécurité en matière d'activité cynégétique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mai 1971 modifié fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Guéret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1971 portant agrément de l'association communale de chasse agréée de Guéret ;

Vu l'arrêté préfectoral n°23-2024-10-16-00001 du 16 octobre 2024 portant modification du schéma départemental de gestion cynégétique du département de la Creuse pour la période 2023-2029 ;

Vu les statuts ainsi que le règlement intérieur et de chasse de l'ACCA de Guéret ;

Vu la demande de madame la présidente de la fédération départementale des chasseurs de la Creuse du 25 novembre 2024 ;

Considérant que les ACCA ont pour but d'assurer une bonne organisation technique de la chasse ;

Considérant que l'ensemble des membres du bureau et du conseil d'administration de l'ACCA de Guéret ont démissionné de leur poste ;

Considérant qu'il y a lieu de permettre à nouveau l'exercice efficace et sécurisé de l'ensemble des chasses ;

Considérant qu'il y a lieu de maintenir l'équilibre agro-sylvo-cynégétique sur le territoire de l'ACCA de Guéret,

Sur proposition de Mme la directrice départementale des territoires ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Un comité de gestion de l'ACCA de Guéret est nommé par madame la préfète. Ce comité de gestion est présidé par madame la directrice départementale des territoires ou son représentant et est composé comme suit :

- madame la présidente de la fédération départementale des chasseurs ou son représentant.
- madame l'administratrice et/ou monsieur l'administrateur de la fédération départementale des chasseurs de l'unité de gestion cynégétique où se situe l'ACCA de Guéret.
- monsieur le lieutenant de louveterie de la circonscription de Guéret et son suppléant.

Ce comité de gestion demeurera en place jusqu'à la reconstitution d'un conseil d'administration de l'ACCA de Guéret. Il convoquera une assemblée générale en vue de procéder à une nouvelle élection du conseil d'administration de l'ACCA de Guéret, qui devra avoir lieu dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse.

Article 2 : Le comité de gestion organisera la chasse sur le territoire cynégétique de l'ACCA de Guéret et veillera à son bon déroulement, en l'attente de nouvelles élections du conseil d'administration et du bureau de l'ACCA de Guéret.

Article 3 : Les bracelets attribués à l'ACCA de Guéret pour son plan de gestion sanglier et son plan de chasse chevreuil pour la saison 2024-2025 ainsi que le carnet de battue grand gibier seront déposés contre récépissé à la fédération départementale des chasseurs dans un délai de cinq jours suivant la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse, pour être remis au comité de gestion visé à l'article 1.

Article 4 : L'ensemble des documents administratifs ainsi que les moyens de paiement de l'ACCA de Guéret seront remis contre récépissé à la fédération départementale des chasseurs dans un délai de cinq jours suivant la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse, pour être remis au comité de gestion visé à l'article 1. Ils seront accompagnés des dernières pièces comptables et d'un état des sommes restant à payer au jour de la remise de ces pièces.

Article 5 : Le présent arrêté est valable à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse.

Article 6 : Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté pourra être déposé au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication. Ce recours peut être formulé via le télérecours citoyen (à l'adresse www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à la préfète de la Creuse. Dans ce cas, un recours contentieux pourra être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emportant son rejet implicite).

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Creuse, Mme la directrice départementale des territoires de la Creuse, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le colonel, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Creuse, M. le chef du service départemental de la Creuse de l'office français de la biodiversité et Mme la présidente de la fédération départementale des chasseurs de la Creuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Creuse, affiché en mairie par les soins de Mme le maire de Guéret pour une durée minimum d'un mois et notifié à l'ACCA de Guéret.

Fait à Guéret, le **20 DEC. 2024**

La préfète,

Anne FRACKOWIAK-JACOBS

Douanes

23-2024-12-04-00002

Décision d'implantation du 4 décembre

**DÉCISION D'IMPLANTATION
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA CREUSE**

Le directeur interrégional des douanes et droits indirects à BORDEAUX

Vu l'article 568 du code général des impôts;

Vu le décret n°2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés, et notamment ses articles 8 à 19;

Considérant la situation du réseau local des débiteurs de tabac;

Considérant que la Fédération des buralistes de la Creuse a été régulièrement consultée;

DÉCIDE

l'implantation d'un débit de tabac ordinaire permanent sur la commune de Châtelus-Malvaleix (23270).

En application de l'article 12 décret susvisé, l'attribution du débit peut être effectuée simultanément par appel à transfert et par appel à candidatures (communes de moins de 3 500 habitants).

Fait à Poitiers, le 4 décembre 2024

p/Le directeur interrégional des douanes et droits indirects
de Nouvelle Aquitaine,

La cheffe du Pôle Action Économique de Poitiers,

Maylis ARTAXET

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LIMOGES [1, cours Verniaud 87000 Limoges] dans les deux mois suivant la date de sa publication.

Préfecture de la Creuse

23-2024-12-20-00005

Arrêté préfectoral réglementant
temporairement la vente, le transport et
l'utilisation des artifices de divertissement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°23-2024-12-20-00005 DU 20 DECEMBRE 2024
réglementant temporairement la vente, le transport et l'utilisation des artifices de
divertissement

La préfète de la Creuse
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des Etats membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des Etats membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment **les articles L.2542-2 et suivants** ;

VU le code pénal, notamment **ses articles 222-14-1 et 222-15-1** ;

VU le code de la défense, notamment **ses articles L.2352-1 et suivants, R.2352-1, R.2352-89 et suivants et R.2352-97 et suivants** ;

VU le code de l'environnement, notamment **ses articles R.557-6-1 et suivants** ;

VU le code de la santé publique, notamment **les articles L.3131-13 et suivants et L.3136-1** ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment **ses articles L.122-1, L.131-4 et suivants** ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du Président de la République du 15 mars 2023 portant nomination de Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS, en qualité de Préfète de la Creuse ;

VU le décret du 10 juillet 2024 portant nomination de M. Yann LE NORCY, en qualité de sous préfet, directeur de cabinet de la préfète de la Creuse ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 modifié, pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

CONSIDÉRANT que les risques de troubles à la tranquillité et l'ordre public, les dangers et les risques d'accidents graves provoqués par l'utilisation inconsidérée de pétards, d'autres pièces d'artifices, de fumigènes sur la voie publique et dans tous les lieux où se tiennent des rassemblements de personnes sont particulièrement importants à l'occasion des fêtes de fin d'année ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques impose des précautions particulières, au regard des dangers, accidents, et atteintes graves aux personnes et aux biens de nos concitoyens, qui peuvent résulter de leur utilisation inappropriée, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de grands rassemblements de personnes ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

CONSIDÉRANT que les forces de sécurité intérieure sont fortement mobilisées sur l'ensemble du territoire dans le cadre du plan Vigipirate maintenu au niveau « Urgence attentat » ;

CONSIDÉRANT la pratique dans la CREUSE de l'usage à vocation festive des artifices de divertissements à l'occasion des festivités et célébrations nationales ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation de ces artifices a pour conséquence potentielle de générer des attroupements significatifs de personnes, que ceux-ci résultent de l'intérêt présenté par certains badauds présents sur la voie publique ou de la constitution de phénomènes de bandes ;

CONSIDÉRANT en outre que les artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4 ainsi que les articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2, de par leur utilisation détournée, contribuent aux violences urbaines en étant utilisés comme initiateurs d'objets incendiaires et de moyen de propagation des feux dans le cadre de l'incendie de mobiliers urbains ou de véhicules et de bâtiments publics ;

CONSIDÉRANT que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers, blessés par des articles pyrotechniques, est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

CONSIDÉRANT également que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et des mouvements de panique ; qu'elle est susceptible de provoquer des alertes inutiles des forces de l'ordre et de les détourner ainsi que de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant ainsi d'accroître le nombre de victimes ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire, pour prévenir de tels actes qui portent gravement atteinte à la sécurité des personnes et des biens, de prendre toutes mesures de police de nature à garantir la sûreté et la tranquillité publiques ;

SUR la proposition du directeur de cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Du jeudi 26 décembre 2024 à 8h00 au jeudi 2 janvier 2025 à 6h00 sur l'ensemble du territoire des communes du département de la CREUSE, sont interdits l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation de fumigènes, pétards ou artifices de divertissement de catégorie F2, F3 et F4 et d'articles pyrotechniques de catégorie P1 et P2.

ARTICLE 2 : Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er} sont autorisés l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2, F3 et F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories P1 et P2, aux personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que définie par l'article 2 du décret n°2021-580 du 31 mai 2010.

De même pour les seuls artifices de divertissement des catégories F2 et F3, ainsi que pour les articles pyrotechniques des catégories P1 et P2 l'achat, la vente, la détention, le transport et l'utilisation sont autorisées aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune.

ARTICLE 3 : Les détaillants et gérants doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction à savoir l'affichage de l'arrêté préfectoral ;

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront réprimées dans les conditions prévues aux articles susvisés du code pénal.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication soit :

- par recours gracieux adressé auprès du préfet de la CREUSE et par recours hiérarchique adressé auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer – Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – Service central des armes et explosifs – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08 ;

Le silence gardé pendant plus de deux mois valant décision implicite de rejet, le requérant disposant alors d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux.

- par recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de LIMOGES, 2, cours Bugeaud, CS40410, 87011 – LIMOGES CEDEX, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessibles par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Le Directeur de cabinet de la préfète de la CREUSE, les Sous-préfets d'arrondissement, le Contrôleur général, directeur départemental de la police nationale de la CREUSE, le Général, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la CREUSE, les Maires des communes du département de la CREUSE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la CREUSE.

Guéret, le 20 Décembre 2024

La Préfète

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'A' with a horizontal line extending to the right.

Anne FRACKOWIAK-JACOBS

Préfecture de la Creuse

23-2024-12-20-00003

Arrêté n°23-2024-12-20-00003 du 20 décembre
2024 portant interdiction temporaire de
rassemblements festifs à caractère musical dans
le département de la Creuse

ARRÊTÉ N°23-2024-12-20-0000 du 20 décembre 2024

**portant interdiction temporaire de rassemblements festifs
à caractère musical dans le département de la Creuse**

La Préfète de la Creuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2215-1 (3°) ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9, et R. 211-27 à R.211-30 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 modifiée renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 mars 2023 portant nomination de Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS, en qualité de préfète de la Creuse ;

Considérant qu'il ressort des éléments d'information, qu'un ou plusieurs rassemblements festifs à caractère musical pouvant regrouper plusieurs milliers de participants sont susceptibles de se dérouler entre le **vendredi 27 décembre 2024 et le jeudi 2 janvier 2025 inclus** dans le département de la Creuse ;

Considérant qu'en application du code de la sécurité intérieure, et notamment de ses articles L. 211-5 et R. 211-3, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet du département ;

Considérant spécialement que cette déclaration doit être accompagnée de l'autorisation - donnée par le propriétaire ou le titulaire d'un droit réel d'usage -, d'occuper le terrain ou le local où sont prévus lesdits rassemblements ;

Considérant qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès de la préfète de la Creuse, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par l'organisateur pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publique alors même qu'il en a l'obligation dans le délai d'un mois avant la date prévue de la manifestation en application du premier alinéa de l'article R. 211-3 du code de la sécurité intérieure, ce délai n'étant ramené à 15 jours que dans les cas prévus à l'article R. 211-8 du même code ;

Place Louis Lacrocq
B.P. 79 - 23011 Guéret Cedex
Tel : 05.55.51.59.00
Courriel : prefecture@creuse.gouv.fr
www.creuse.gouv.fr

Considérant, par ailleurs, que l'activation actuelle du plan Vigipirate au niveau de vigilance « Urgence Attentat » ne permet pas de mobiliser des forces de l'ordre en nombre suffisant sur ce type d'événement ;

Considérant la nécessité de prévenir le risque élevé de troubles à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblements est élevé ; que les moyens appropriés en matière de lutte contre l'incendie et de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité sanitaire et routière ne peuvent être réunis à fortiori dans des délais contraints ; que, dans ces conditions, lesdits rassemblements induisent des risques sérieux en termes de désordres ;

Considérant que, dans les circonstances de l'espèce, la nature et les conditions d'organisation de ces rassemblements sont susceptibles de provoquer des troubles graves à l'ordre et à la tranquillité publics ;

Considérant, enfin, l'urgence qui s'attache à prévenir, par des mesures appropriées, les risques d'atteinte à l'ordre, à l'hygiène et à la tranquillité publics dans le cadre des pouvoirs de police générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 (3°) du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de la Creuse ;

ARRÊTE

Article 1 : La tenue des rassemblements festifs à caractère musical répondant aux caractéristiques définies à l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est **interdite** sur l'ensemble du territoire du département de la Creuse, du **vendredi 27 décembre 2024 au jeudi 2 janvier 2025 à 6h00**.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R. 211-27 du Code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges, 2, cours Bugeaud, CS40410, 87 011 – LIMOGES Cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Creuse et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – le silence gardé pendant plus de deux mois valant décision implicite de rejet, le requérant disposant alors d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux.

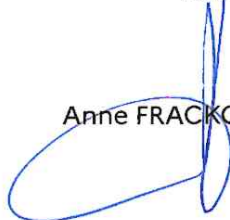
Article 4 : Le directeur de cabinet de la préfecture de la Creuse, le secrétaire général de la préfecture de la Creuse, la sous-préfète d'Aubusson, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Creuse et le directeur départemental de la police nationale de la Creuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Creuse,
- diffusé sur le site Internet de la préfecture de la Creuse.

À Guéret, le 20 décembre 2024

La Préfète

Anne FRACKOWIAK-JACOBS



Préfecture de la Creuse

23-2024-12-20-00004

Arrêté n°23-2024-12-20-00004 du 20 décembre 2024 portant interdiction de circulation pour les véhicules utilitaires et les poids lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC transportant du matériel de sons à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé dans le département de la Creuse

ARRÊTÉ N°23-2024-12-20-0000 du 20 décembre 2024

Portant interdiction de circulation pour les véhicules utilitaires et les poids lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC transportant du matériel de sons à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé dans le département de la Creuse

La Préfète de la Creuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1(3°) ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 mars 2023 portant nomination de Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS, en qualité de préfète de la Creuse ;

Vu l'arrêté préfectoral du **17 décembre 2024** portant interdiction temporaire de rassemblement festifs à caractère musical (de type technival ou rave-party) dans le département de la Creuse ;

Considérant que, selon les éléments d'information, un ou plusieurs rassemblements festifs à caractère musical pouvant regrouper plusieurs milliers de participants sont susceptibles de se dérouler entre le **vendredi 27 décembre 2024 et le jeudi 2 janvier 2025 inclus** dans le département de la Creuse ;

Considérant qu'en l'absence de toute déclaration en préfecture telle qu'exigée par la réglementation en vigueur dans les délais qu'elle précise, une telle manifestation ne saurait répondre, en l'état, aux dispositions prévues par le code de la sécurité intérieure ;

Considérant que de telles manifestations sont néanmoins susceptibles d'être organisées en divers points du département sans qu'aient été préalablement respectées les formalités applicables ni justifiées de l'autorisation du propriétaire ou du titulaire réel des droits sur le terrain ou le local concerné ;

Considérant, enfin, l'urgence qui s'attache à prévenir, par des mesures appropriées, les risques d'atteinte à l'ordre, à l'hygiène et à la tranquillité publics dans le cadre des pouvoirs de police générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 (3°) du code général des collectivités territoriales ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de la Creuse ;

Place Louis Lacroix
B.P. 79 - 23011 Guéret Cedex
Tel : 05.55.51.59.00
Courriel : prefecture@creuse.gouv.fr
www.creuse.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1^{er} : La circulation des poids-lourds de plus de 3,5 tonnes de PTAC est interdite, du **vendredi 27 décembre 2024 au jeudi 2 janvier 2025 à 6h00**, sur l'ensemble des réseaux routiers du département de la Creuse (réseau routier national et réseau secondaire) pour les véhicules transportant du matériel susceptible d'être utilisé pour une manifestation organisée en contravention avec les dispositions du code de la sécurité intérieure susvisée.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux dressés par les forces de l'ordre.

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges, 2, cours Bugeaud, CS40410, 87011 – LIMOGES Cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Creuse et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur – le silence gardé pendant plus de deux mois valant décision implicite de rejet, le requérant disposant alors d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux.

Article 4 : Monsieur le directeur de cabinet de la préfecture de la Creuse, le secrétaire général de la préfecture de la Creuse, la sous-préfète d'Aubusson, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Creuse et le directeur départemental de la police nationale de la Creuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- publié au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Creuse,
- diffusé sur le site Internet de la préfecture de la Creuse.

À Guéret, le 20 décembre 2024

La Préfète

Anne FRACKOWIAK-JACOBS



Préfecture de la Creuse

23-2024-12-20-00007

arrêté de délégation de signature DSAC SO

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 23-2024-12-20-00007

**La préfète de la Creuse
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'aviation civile,

Vu le code des transports,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République,

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment ses articles 43 et 44,

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat,

Vu le décret n° 2008-1299 du 11 décembre 2008 modifié créant la direction de la sécurité de l'aviation civile,

Vu le décret du 15 mars 2023 nommant Mme Anne FRACKOWIAK-JACOBS, préfète de la Creuse,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2019 portant organisation de la direction de la sécurité de l'Aviation civile,

VU l'arrêté du 24 juillet 2023 portant affectation de Mme Valerie PERNOT-BURCKEL, administratrice de l'Etat, en qualité de directrice de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest ;

Vu la décision DSAC SO du 1er octobre 2024 désignant M. Ivan-David NICOLAS, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, comme adjoint à la directrice en charge des affaires techniques par intérim ;

Vu la décision du 25 novembre 2021 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Creuse,

ARRETE

Article 1 - Délégation de signature est donnée à Mme Valerie PERNOT-BURCKEL, directrice de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest, à l'effet de signer :

A- l'accord sur les titres d'occupation, constitutifs ou non de droits réels du domaine public aéronautique de l'Etat dans la Creuse, conformément aux dispositions de l'article R. 2122-4 du code général des propriétés des personnes publiques,

B- la délivrance, la suspension ou le retrait de l'agrément d'organismes chargés d'assurer les services de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes de la Creuse,

C- les autorisations au titre de l'article D. 242-8 du code de l'aviation civile, dans les zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement, des installations et équipements concourant à la sécurité de la navigation aérienne et du transport aérien public,

D- les autorisations au titre de l'article D. 242-9 du code de l'aviation civile, dans les mêmes zones, et pour une durée limitée précisée, des constructions et installations nécessaires à la conduite de travaux,

E- les interdictions provisoires de survol, les autorisations de redécollage d'aéronefs en dehors des aérodromes, les autorisations de survol à basse altitude pour les opérations de travail aérien ou activités particulières en dehors des zones à forte densité, des villes ou autres agglomérations, ou de rassemblements de personnes en plein air (« vols rasants »), la décision de rétention d'aéronef en application de l'article L. 6231-1 du code des transports,

F- pour l'exercice des missions conférées par l'article L. 6332-3 du code des transports relatif au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs,

G- l'agrément des associations aéronautiques.

Article 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valerie PERNOT-BURCKEL, directrice de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest, délégation est donnée à **M. Ivan-David NICOLAS, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, adjoint à la directrice en charge des affaires techniques par intérim**, pour les attributions des items A à G de l'article 1 du présent arrêté.

Article 3 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Valerie PERNOT-BURCKEL, directrice de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest, et de **M. Ivan-David NICOLAS, ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile, adjoint à la directrice en charge des affaires techniques par intérim**, délégation est donnée, à l'effet de signer, au nom de la préfète de la Creuse, à :

- **M. Olivier VUILLEMIN, ingénieur en chef du contrôle de la navigation aérienne, chef de cabinet, pour les attributions des items A à G ;**
- **Mme Sophie BERTHON, ingénieure principale des études et de l'exploitation de l'aviation civile, adjointe au chef de la division régulation et développement durable, pour les attributions des items A, C, D et E ;**
- Mme Laetitia LAFARGUE, attachée principale d'administration de l'Etat, cheffe de la subdivision régulation des aéroports, pour les attributions des items C et D ;
- **M. Sylvain LARROQUE, ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, chef de la subdivision transport public, pour les attributions de l'item E,**
- Mme Béatrice ARTIGLIERI, technicienne supérieure exceptionnelle des études et de l'exploitation

l'exploitation de l'aviation civile, cheffe de la division aéroports et navigation aérienne, pour les attributions des items B, E et F,

Article 4 - Pendant les horaires de leurs astreintes, délégation est donnée à :

- **Mme Béatrice ARTIGLIERI**, technicienne supérieure exceptionnelle des études et de l'exploitation de l'aviation civile, cheffe de la division aéroports et navigation aérienne, pour les attributions de l'item E,
- **Mme Julia BON**, attaché principale d'administration, responsable qualité, pour les attributions de l'item E,
- **Mme Anita BOONE**, attachée principale d'administration, pour les attributions de l'item E
- **M. Vincent CARMIGNIANI**, ingénieur hors classe des études et de l'exploitation de l'aviation civile, référent territorial, pour les attributions de l'item E,
- **M. Martial DUQUEYROIX**, ingénieur hors classe des études et de l'exploitation de l'aviation civile, référent territorial, pour les attributions de l'item E,
- **M. Thierry GILLET**, ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, chef de la division sûreté, pour les attributions de l'item E,

Article 5 - Les décisions s'inscrivant dans le cadre de la présente délégation ainsi que toutes les correspondances ou actes relatifs aux dossiers instruits par la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest devront être signés dans les conditions suivantes.

Dans le cas d'une signature exercée par délégation :

POUR LA PRÉFÈTE DE LA CREUSE
ET PAR DÉLÉGATION
LE DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ DE L'AVIATION CIVILE SUD-OUEST
(suivi du prénom et du nom du délégataire)

et adressé sous le timbre suivant :

PRÉFÈTE DE LA CREUSE
Direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest.

Article 6 - M. le secrétaire général de la préfecture de la Creuse et Mme La directrice de la sécurité de l'aviation civile Sud-Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat de la Creuse.

Fait à Guéret, le 20 DEC. 2024

La préfète,


Pour la Préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général

Ottman ZAÏR